

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

PRIX: 0, 50 F

MERCREDI 19 JANVIER 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE PARAIT MERCREDI ET SAMEDI PRIX: 

## EDITORIAL

### MARTINIQUE

les garages :

## POUR VAINCRE

les travailleurs  
doivent prendre  
leur lutte en main

A l'heure où nous écrivons, la grève des garages se poursuit toujours. Mercredi 19 est prévue une nouvelle réunion paritaire avec les patrons, en même temps qu'une grève de solidarité des ouvriers du bâtiment.

Mais les patrons ne semblent pas décidés à céder. Ils ont refusé la proposition de l'inspecteur du travail d'une augmentation de 12% et restent sur leur position initiale de 5 à 8% sur la grille des salaires de 75, tandis que les ouvriers, eux, réclament 15%.

Le préfet maintient son aide au patronat par l'envoi de gardes mobiles armés jusqu'aux dents devant les garages. Ils y stationnent toute la journée et empêchent les piquets de grève d'entrer.

Les patrons veulent faire traîner les choses en longueur pour tenter d'affaiblir, de décourager les travailleurs, et les obliger à reprendre le travail petit à petit, sans avoir rien obtenu.

Contre cette manoeuvre des patrons, les travailleurs doivent serrer les rangs et montrer leur détermination. Mais pour cela, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes et élire leur propre comité de grève pour diriger leur lutte. Ils ne doivent pas remettre leur sort dans les mains des bureaucrates syndicaux, comme Lamou qui fait pression sans arrêt pour qu'ils reprennent le travail. Ils ne doivent faire confiance qu'à eux-mêmes pour organiser leur mouvement, et obtenir le soutien actif des autres secteurs comme le bâtiment.

De plus, il faut faire payer aux patrons la longueur de la grève qu'ils imposent aux travailleurs, en se battant pour le paiement des jours de grève.

Ce n'est que de cette façon que les ouvriers des garages mettront toutes les chances de succès de leur côté.

## GUADELOUPE

### SEGT. VICTOIRE DES TRAVAILLEURS

Le vendredi 14 janvier, une partie des employés de la SEGT syndiqués à l'UGTG, à Port-Louis se sont mis en grève. Ils réclamaient :

- la réintégration d'un de leurs camarades.
- le paiement du 13<sup>ème</sup> mois
- la fixation de la date des élections au Comité d'Entreprise.

Après 4 jours de grève, les travailleurs ont obtenu satisfaction sur tous les points, sauf sur le deuxième car une partie seulement des travailleurs, selon des critères d'ancienneté obtiendront le 13<sup>ème</sup> mois.

La société qui actuellement produit du lait frais et des vaourts a publié

son intention de se transformer en société de production de viande uniquement. La direction tente de faire porter sur les travailleurs la responsabilité de cette modification. En fait elle n'a que fait que saisir cette occasion, car ce n'est pas le lait perdu durant ces quatre jours qui aura causé la faillite de l'entreprise!

Si cette modification au sein de l'entreprise doit avoir des conséquences sur l'emploi et les conditions de travail des ouvriers de la SEGT, ceux-ci, forts de leur première victoire, sauront bien faire reculer, de nouveau, les patrons.

## SOUFRIERE

pluies de cendres  
sans gravité

La semaine dernière, la Soufrière s'est de nouveau manifestée. Eruptions phréatiques et pluies de cendres ont inquiété la population de Saint-Claude et Baillif.

Ces manifestations volcaniques restent dans la limite de celles que les scientifiques (et en particulier Tazieff) ont jugé comme non dangereuses.

Toutefois, il faut observer que l'administration n'a rien fait de ce que Tazieff avait conseillé pour éduquer la population sur les problèmes volcaniques, et pour accroître les mesures de sécurité. Il y a eu une timide amélioration de la route de Basse-Terre. C'est tout!

Les travailleurs de la région doivent être attentifs à ces questions. Même si une éruption dangereuse n'est pas prévue, il est quand même bon de s'assurer que la surveillance du volcan continue, et que des mesures de sécurité sont mises en place. Pour cela, le mieux est que, au niveau des entreprises et des quartiers ces mesures soient étudiées et appliquées.

Ce n'est qu'en agissant ainsi que chacun apprendra à réagir avec sang-froid, et se sentira plus en sécurité. Cela aura pour effet d'aider à la reprise économique de la région.

## MARTINIQUE

les gendarmes  
en action.

Le numéro du 13 janvier de Justice nous apprend les "hauts faits" accomplis par les gendarmes au Lamentin, le 24 décembre. Après avoir "interpellé" de manière plutôt vigoureuse un jeune lamentinois, interpellation au cours de laquelle ce dernier a perdu une gourmette, ils l'ont conduit au poste et sérieusement molesté.

On peut en juger d'après le certificat médical délivré le lendemain et qui constate de nombreuses plaies et contusions sur tout le corps.

Voilà donc pour l'attitude des forces du colonialisme aux Antilles. Ces messieurs se comportent comme en pays conquis et n'hésitent pas à frapper, sûrs de l'impunité.

Mais, ils oublient sans doute le sort qui leur a été réservé aussi bien en Indochine qu'en Algérie où les peuples de ces pays les ont chassés.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR  
Commission Paritaire : N° 51728  
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR  
B. P. 214 P.A.P.  
B. P. 386 F.D.F.  
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

3<sup>ème</sup> supplément au mensuel

70

## MARTINIQUE

### SANGUINETTI AUX ANTILLES :

#### UN MÉPRIS AFFICHÉ POUR LA POPULATION

Venu préparer les municipales aux Antilles, le leader de choc du R.P.R. Alexandre Sanguinetti, a pris tout de suite le ton guerrier qui convient à un tel personnage: il se présente en effet comme le grand pourfendeur de la gauche et du programme commun.

Aussi ses déclarations sont marquées par le manque absolu de nuances dans les arguments politiques et même la franche grossièreté dans les attaques contre la gauche.

Ainsi, on apprend que les "penchants autonomistes" sont guidés par des hommes qui en veulent à la mère patrie de ne pas avoir eu le destin auquel ils étaient promis", et que Césaire est un homme "frustré dans ses ambitions". Il se demande aussi si les tenants du Programme Commun ne voudraient pas "larguer les D.O.M. à cause d'un problème de peau", de toutes façons, conclut-il, "tous les

contestataires à la Martinique sont nés français et finiront toujours français".

Mais s'il ne s'est embarrassé de manières pour dire ce qu'il pensait de la gauche, il a eu la même franchise en donnant son opinion sur l'amendement Hardy voté par le R.P.R., et qui coule les capitalistes du rhum de la Martinique au profit de ceux du Calvados, de Cognac et d'Armagnac.

Car voyez-vous, en votant cet amendement les députés R.P.R. ne "devaient pas savoir ce qu'ils faisaient". Mais il a tenu à rassurer ses amis capitalistes du rhum en promettant qu'un autre texte serait présenté au parlement.

Voilà du moins un représentant de la droite qui ne cache pas ses idées sous d'adroites locutions oratoires, et à qui on ne peut reprocher l'hypocrisie, car il dit carrément et sans détour ce que la droite pense.

## NICOLE PASQUIER EN GUADELOUPE UNE NOUVELLE TOURNEE ELECTORALE

Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine est dans nos murs. Elle est en Guadeloupe depuis lundi. Bien entendu tout de suite les grandes déclarations ! Il s'agit dit-elle, de mieux connaître les femmes guadeloupéennes, pour... mieux s'occuper d'elles. Rien de moins. Et pour ce faire, elle aura des entrevues avec la déléguée à la condition féminine de Guadeloupe. Nous avons cité Mme URGIN, secrétaire générale des Républicains Indépendants (la vraie car Etzol maire de Grand Bourg croyait l'être)...

A un journaliste qui lui demandait si elle pensait que la condition des femmes est plus mauvaise en Guadeloupe qu'en France, elle a répondu que ce n'est pas tout à fait vrai!!!

En fait Nicole Pasquier est venue, comme tous ceux qui l'ont précédée, nous apprendre de bonnes paroles et de promesses. Anciens qu'il s'agisse d'une tournée électorale après celles des Soisson, Eord, et autre Sanguinetti.

ACHETEZ ET LISEZ  
COMBAT OUVRIER mensuel

## AFRIQUE COUP D'ÉTAT AU BÉNIN

Cotonou le 16 janvier. La ville se réveille aux accents des marches militaires et des déclarations du chef de l'état Kérékou adressées à la population béninoise.

"La révolution" aurait été attaquée par des puissances extérieures liées à "l'impérialisme international". Et effectivement on parle de l'arrivée d'un DC B, occupé par des mercenaires qui se sont répandus dans les quartiers proches de l'aéroport de Cotonou.

Mais, dans le fond, de "révolution" et de "contre-révolution" réelles il n'y en a jamais eu.

Le Bénin, autrefois, Dahomey, est comme la plupart des républiques africaines, un pays qui après avoir été colonisé et exploité directement par l'impérialisme français est devenu indépendant en 1960, et a été livré par l'ancien colonisateur à des équipes de dirigeants fantoches.

Tous les deux ou trois ans, il y a des tentatives de règlements de comptes soutenus ou pas selon les circonstances, par les puissances étrangères.

Au delà de ces révolutions de palais il y a la vie réelle des travailleurs, des paysans, de toutes les forces vives du Dahomey pour qui la misère, la faim, le dénuement le plus total reste le lot quotidien:

salles qui avaient été occupées. Pourtant les autorités coloniales avaient largement le temps, durant les vacances de fin d'année d'entreprendre ces travaux.

En raison de tout cela, certains cours n'ont pu reprendre en particulier les CPPN et les PPA, qui occupaient des salles au CET. Les élèves qui suivent ces cours ont dû être refoulés au CES. Déjà l'effectif, au CES dépasse largement la capacité d'accueil des locaux, et le refoulement des élèves des CPPN et des PPA rend impossible le respect des horaires prévus dans les programmes.

## GUADELOUPE AU CET DU LAMENTIN : L'ADMINISTRATION DOIT REMETTRE EN ETAT LES LOCAUX

Depuis la rentrée de janvier, l'internat du CET du Lamentin ne fonctionne pas et 50% des locaux sont inutilisables.

Depuis le départ des réfugiés, aucune mesure n'a été prise pour le nettoyage, la désinfection et la remise en état des

## POINTE-A-PITRE

### COMMENT LE MAIRE BANGOU CONÇOIT LA DÉMOCRATIE

Pour la tenue de notre réunion publique du vendredi 14 janvier, nous avons du faire face à des difficultés inattendues venant du maire communiste de Pointe-à-Pitre.

En effet le maire nous annonçait quelques heures avant la tenue de la réunion qu'il nous refusait une salle du centre culturel Rémy Nainsouta. Alors que cette salle demandée bien longtemps à l'avance nous avait été déjà accordée. Dans les raisons qui expliquent son refus, monsieur Bangou avançait deux éléments :

- d'une part le thème de notre réunion était ambigu

- d'autre part que Rémy Nainsouta est un centre réservé aux manifestations culturelles.

Nous avons considéré qu'il s'agissait là d'un pur et simplement d'arguties pour nous empêcher de nous expliquer sur des sujets qui déplaisaient au maire de Pointe-à-Pitre. Nous avons donc passé outre cette interdiction et avons tenu la réunion dans une des salles de Rémy Nainsouta. Salle qui au demeurant était inoccupée!

Nous estimons que les raisons avancées par Bangou ne résistent pas à l'analyse. Monsieur Bangou pourra-t-il nous expliquer en quoi tenir une réunion sur des thèmes politiques peut être considéré comme hors du "culturel" ? D'autre part il faut remarquer que bien des gens, y compris Bangou et le parti communiste, ont tenu des réunions politiques à Rémy Nainsouta !

La municipalité prétend être une municipalité démocratique. Eh bien ! qu'elle commence par respecter le droit de toutes les tendances politiques à s'exprimer démocratiquement.

On n'a pas à mendier une salle pour tenir une réunion politique. La démocratie ce n'est pas une reconnaissance verbale d'un droit mais la possibilité réelle et matérielle d'exercer ce droit. Et si Bangou persiste à nous refuser une salle pour tenir nos réunions publiques, cela voudra dire tout simplement qu'il entend choisir qui a le droit de s'exprimer et sur quoi.

Nous tenons à faire savoir que nous ne sommes pas décidés à accepter sans réagir des atteintes à notre droit d'expression. Si la municipalité refuse de nous laisser une salle pour nos réunions publiques, étant donné les conditions régnant dans ce domaine à Pointe à Pitre, cela voudra dire qu'il nous faudrait abandonner l'idée d'organiser ce type de réunion.

Cela nous ne l'acceptons pas.

De ce fait, l'emploi du temps a mi-temps a été maintenu et de nombreuses disciplines (EPS, Dessin, musique) ne sont pas dispensées. C'est aussi le cas en français et en mathématiques, où certains dédoublements de classe ne sont pas respectés.

C'est là une situation qui, si elle dure va lourdement compromettre l'année scolaire des jeunes du CES et du CET.

Déjà les enseignants entendent réagir dans les jours avenir si aucune solution n'est trouvée. Il appartient également aux élèves et à leurs parents d'exiger avec les professeurs la remise en état des locaux du CET.